être payées audit Vannier, préposé à ce recouvrement, savoir pour les provinces ou villes qui ont des revenus, sur les deniers provenant d'iceux, et à l'égard des autres, au moyen des impositions qui en seraient faites.

Ces arrêts n'ayant reçu qu'une exécution incomplète, ils furent confirmés de nouveau par arrêt du Roi en son Conseil du 3 novembre 1697.

En conformité de cet arrêt on dressa au Conseil des rôles de ceux que l'on devait *contraindre* à recevoir des armoiries ou à les faire enregistrer à l'armorial général. Il y eut un rôle entre autres arrêté le 3 mai 1698.

On voit souvent de ces brevets délivrés par D'Hozier, en exécution de l'édit du 20 novembre 1696, dans lequel les personnes qui les obtiennent sont qualifiées simplement *Bourgeois*.

Tous les offices et places créés par l'édit du mois de novembre 1696, furent supprimés par un autre édit du mois d'août 1700.

Par l'édit du 29 juillet 1760, tous les bourgeois des villes de France, qui sont d'état honnête, ont été aussi maintenus dans la distinction d'avoir des armoiries non timbrées.

Ainsi, dans presque tous les temps, les bourgeois ont eu le droit d'avoir des armoiries; et il n'est pas vrai, comme plusieurs l'ont avancé, que les nobles sont les seuls qui aient le droit d'en avoir, ou que, comme le dit M. de La Carelle, d'une manière trop générale, les armoiries servent à constater l'état de noble.

L'édit de novembre 1696 fut mis à exécution dans les provinces du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais, de même que dans le reste de la France.

Les registres qui en sont provenus ont, en conformité de l'article 2 de l'ordonnance du 29 juillet 1760, été déposés dans la bibliothèque du Roi, à Paris, car nous avons consulté plusieurs fois un manuscrit contenant la copie entière et complète de toutes les demandes d'armoiries formées par les habitants de nos provinces, et à la suite de chaque nom du demandeur est la mention de la somme payée comme consignation nécessaire et préalable à l'obtention des armoiries. Nous en avons fait de